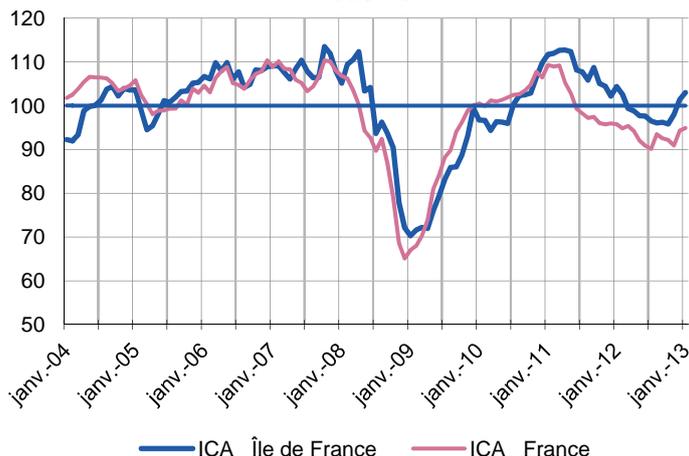


Contexte conjoncturel

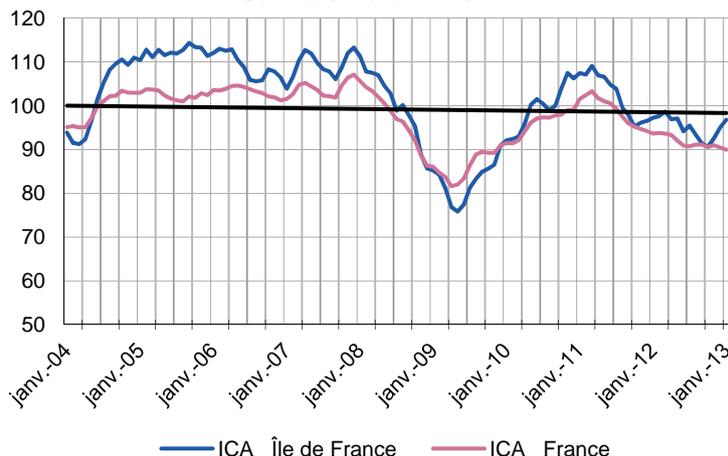
Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

Industrie



Services marchands

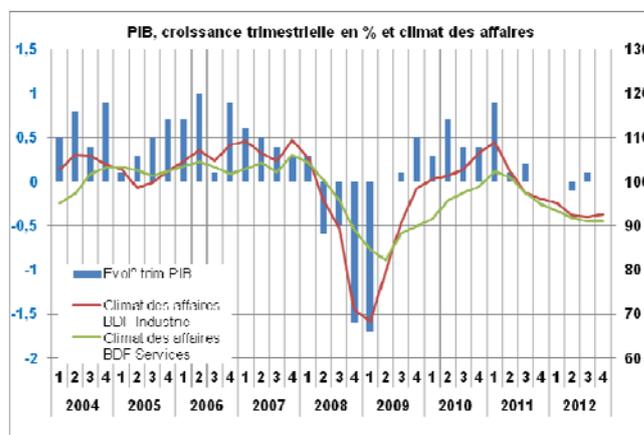


Contexte national

Après le retournement du deuxième trimestre 2011, le climat des affaires s'est dégradé en liaison avec une forte réduction de la visibilité. Il a atteint un palier à partir de la mi-2012, en-deçà de son niveau de croissance moyenne. En France comme en Zone Euro, ce ralentissement économique est la conséquence pour l'économie réelle, de la résurgence de la défiance générée par la crise de la dette souveraine et son impact potentiel sur la solvabilité des banques.

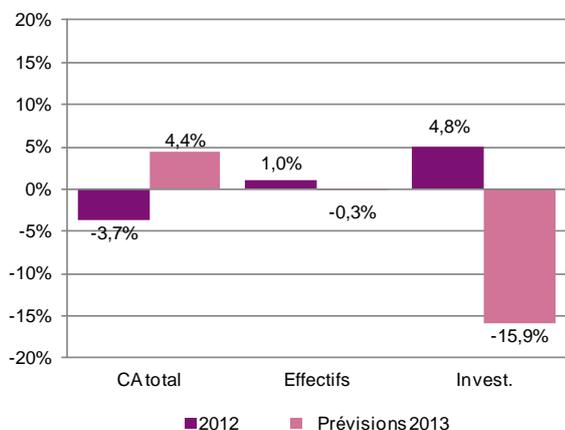
Ainsi, en 2012, **le PIB s'est à peine stabilisé (+0,1%)**, après une croissance de 1,7% en 2011. L'interruption de la croissance au deuxième trimestre a généré un fléchissement de la demande de crédit de la part des entreprises et des ménages en dépit d'une stabilisation des conditions d'octroi. La contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB aurait atteint 0,4 point en 2012 après 0,9 en 2011. Les dépenses de consommation des ménages se sont juste maintenues (après une croissance modeste de +0,2% en 2011), malgré une contraction du pouvoir d'achat disponible brut de 0,2 point (après +0,5 en 2011), du fait d'une légère inflexion du taux d'épargne financière. L'investissement des entreprises s'est contracté de 0,2 point en 2012, après une accélération de 5,1% en 2011. Les investissements des ménages ont ralenti leur progression (+0,6%) après une année 2011 en hausse (+3,2%). La formation des stocks a apporté une contribution négative de -0,9 point à la croissance du PIB en 2012, ce qui a occulté la contribution positive des échanges extérieurs (+0,6 point) après une contribution quasi-nulle de ceux-ci en 2011.

Sur les 11 premiers mois de 2012, **le solde des échanges extérieurs de marchandises s'est amélioré d'environ 4 milliards d'euros en raison surtout de la progression des exportations** en particulier dans le secteur aéronautique, malgré un contexte de ralentissement du commerce international. **L'emploi** s'est contracté en lien avec le ralentissement de l'activité qui a induit une contraction significative du recours à l'intérim ; le taux de chômage s'est inscrit à 9,9% en fin d'année 2012.



Les prix à la consommation ont progressé de +1,5% en glissement annuel en décembre 2012 (indice des prix harmonisés) après +2,7% en décembre 2011 : la hausse des prix est principalement imputable à l'impact du renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie.

Industrie



Source et Réalisation : Banque de France-DAR-IDF (Février 2013)

En 2012, les **chiffres d'affaires** sont en baisse dans tous les secteurs. Les **effectifs** ont légèrement cru, grâce en particulier aux recrutements dans le secteur de l'aéronautique.

Les **rentabilités d'exploitation** se sont dans l'ensemble érodées avec une dégradation plus marquée dans le secteur de l'automobile.

Les **investissements**, notamment en équipements, ont progressé, en particulier dans deux secteurs : les équipements électriques et électroniques et les matériels de transport.

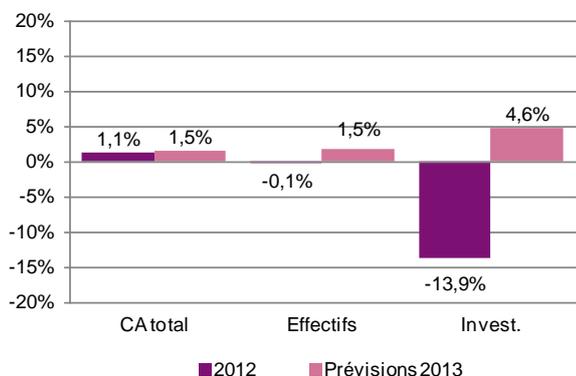
En 2013, les **chiffres d'affaires** devraient pour l'ensemble des secteurs, retrouver une évolution positive, le secteur des produits industriels divers demeurant le plus actif.

L'**emploi** resterait quasiment stable.

Les industriels tablent sur une amélioration de leurs marges d'exploitation sauf dans la filière automobile.

Les **investissements** sont appelés à se contracter principalement à cause de l'industrie automobile ; ils devraient augmenter en revanche dans le secteur des équipements électriques et électroniques.

Services marchands



Source et Réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

En 2012, l'**activité** a peu évolué, tirée par les secteurs des transports routiers de marchandises et de l'ingénierie technique.

Les entreprises de l'édition et plus encore de l'ingénierie technique se sont révélées particulièrement dynamiques à l'exportation.

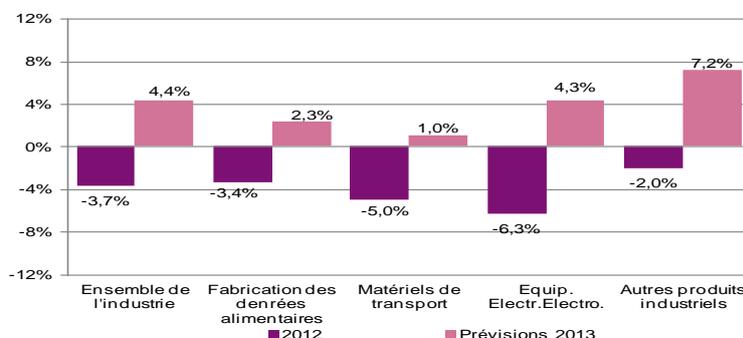
L'**emploi** est demeuré quasi-stable : les recrutements constatés dans la plupart des branches ont permis de compenser les licenciements enregistrés dans le travail temporaire et le conseil en publicité.

Les dirigeants estiment, majoritairement, que les **rentabilités** se sont effritées ; les **investissements** ont été en repli.

Pour 2013, les **perspectives d'activité** apparaissent un peu mieux orientées malgré une légère érosion prévue à l'export. Une faible croissance des effectifs est attendue. Les chefs d'entreprise prévoient **d'investir** à nouveau.

Le chiffre d'affaires

Chiffres d'affaires



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

En rupture avec les deux années précédentes, l'activité des entreprises industrielles franciliennes a reculé **en 2012** (-3,7%) contre (+3,9%) en 2011 et (+7,8%) en 2010.

La baisse du chiffre d'affaires a globalement concerné tous les secteurs, avec une diminution particulièrement marquée dans le compartiment des équipements électriques et électroniques (-6,3%). Ce sont les entreprises de grande taille du secteur des équipements

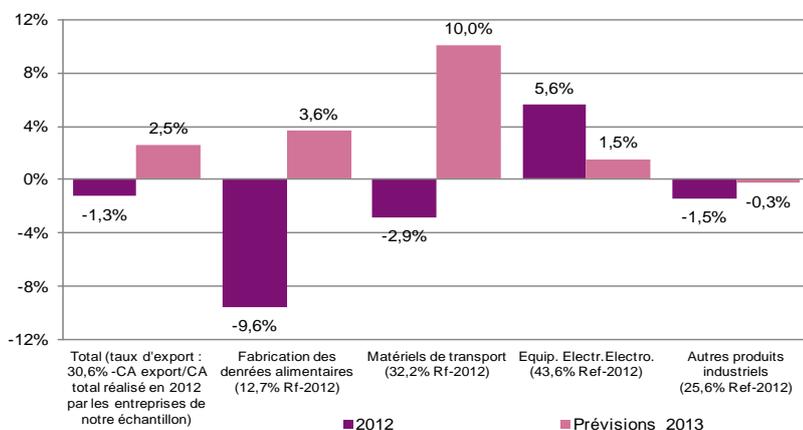
électriques et électroniques qui ont par ailleurs affiché la baisse la plus importante de leur courant d'affaires (-20,9%).

Pour 2013, le chiffre d'affaires devrait être dans l'ensemble mieux orienté (+4,4%). Tous les secteurs progresseraient, le segment des produits industriels divers évoluant le plus nettement (+7,2%).

Les entreprises de grande taille dans le secteur des produits industriels divers seraient en outre les plus actives.

Les exportations

Exportations



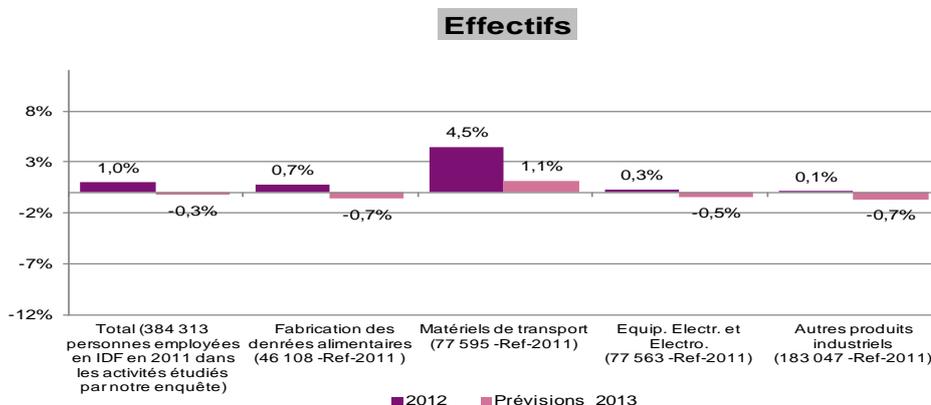
Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

En 2012, le volume d'affaires réalisé à l'export s'est légèrement réduit (-1,3%) rompant avec les hausses successives des années 2011 (+2,4%) et 2010 (+6,1%). Échappe à cette tendance négative le secteur des équipements électriques et électroniques qui a poursuivi son développement à l'export (+5,6%).

Les entreprises de grande taille, notamment celles des secteurs de la fabrication des denrées alimentaires et des équipements électriques et électroniques ont bien résisté, affichant respectivement une progression de leurs exportations de (+1,4%) et (+11,8%).

Pour 2013, les perspectives à l'export sont globalement plus favorables (+2,5%) : nouvelle augmentation dans le secteur des équipements électriques et électroniques (+1,5%), croissance dans la fabrication des denrées alimentaires (+3,6%) et dans les matériels de transport (+10%). Seul, le secteur des produits industriels divers conserverait une orientation négative (-0,3%).

L'emploi

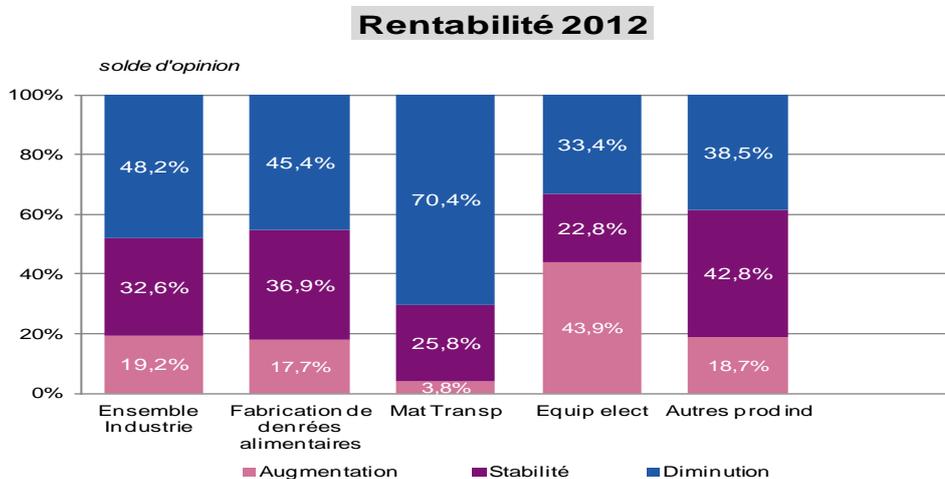


Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

En 2012, les effectifs ont légèrement progressé (+1%), le secteur des matériels de transport affichant la plus forte progression (+4,5%). Dans les autres compartiments, l'emploi est resté quasiment stable. Les recrutements ont été majoritairement effectués par les entreprises de grande taille. Le nombre d'intérimaires employés dans l'industrie a globalement diminué (-8%) sauf dans les secteurs des matériels de transports et des équipements électriques et électroniques.

Pour 2013, les industriels anticipent une quasi-stabilisation des effectifs (-0,3%) excepté dans le secteur des matériels de transport où des embauches sont annoncées (+1,1%). Dans ce contexte, l'emploi intérimaire enregistrerait une forte contraction principalement du fait des secteurs des matériels de transport et des produits industriels divers.

La rentabilité

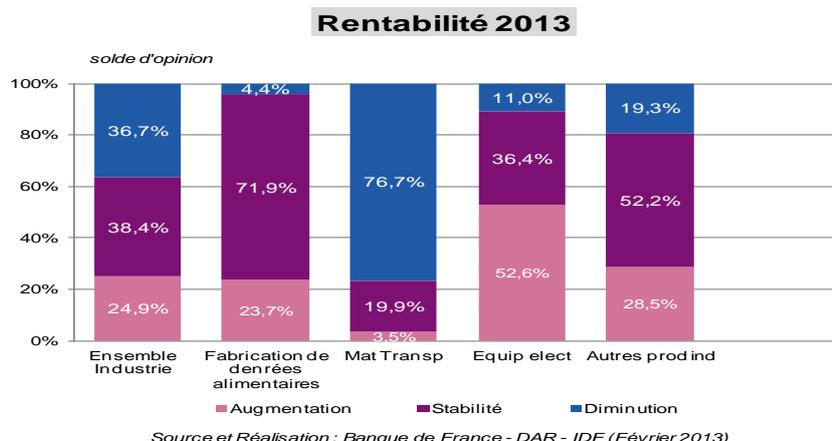


Source et Réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

En 2012, la rentabilité s'est inscrite en retrait pour près de la moitié de notre échantillon (contre 31,8% en 2011), l'industrie automobile enregistrant la dégradation la plus forte tandis que les entreprises du secteur de la fabrication des équipements électriques et électroniques, (et plus particulièrement celles employant plus de 200 salariés) ont constaté une hausse de leur profitabilité.

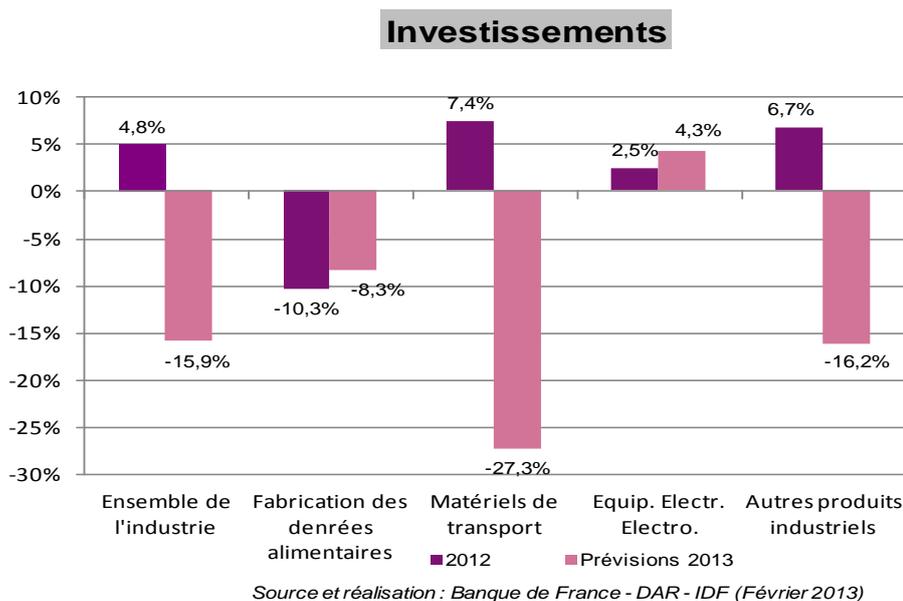
Les marges d'exploitation ne se sont améliorées que pour près de 20 % d'entre elles (contre 31,7% en 2011).

La rentabilité



Pour l'année 2013, les perspectives paraissent plus favorables pour l'ensemble des secteurs, à l'exception de la filière automobile où une nouvelle contraction des marges est attendue.

Les investissements



Conformément aux anticipations, les investissements ont été en hausse en 2012 (+4,8%). Presque tous les secteurs suivent une tendance favorable ; un recul des dépenses est toutefois enregistré dans la fabrication des denrées alimentaires.

Les entreprises de grande taille sont les plus dynamiques.

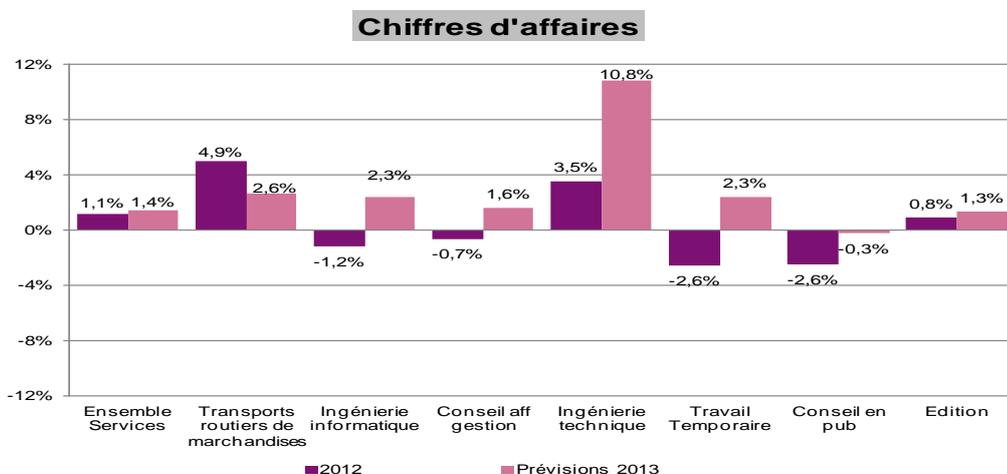
Les dépenses d'équipements, tirées par le secteur des matériels de transports et, dans une moindre mesure, par les produits industriels divers, enregistrent une très légère augmentation.

Pour les investissements de nature immobilière, les achats se contractent faiblement sous l'effet d'évolutions contrastées : hausse pour les secteurs de matériels de transports et des équipements

électriques et électroniques et diminution dans la fabrication des denrées alimentaires ainsi que dans les produits industriels divers.

En 2013, les perspectives d'ensemble sont très décevantes : particulièrement négatives dans les secteurs des matériels de transports, des produits industriels divers et de la fabrication des denrées alimentaires (quelle que soit la taille des entreprises), légèrement positives dans les équipements électriques et électroniques pour les PME.

Le chiffre d'affaires



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

En 2012, les chiffres d'affaires des entreprises des services marchands se sont fortement ralentis (+1,1%) après +4,1% en 2011 et +7,5% en 2010.

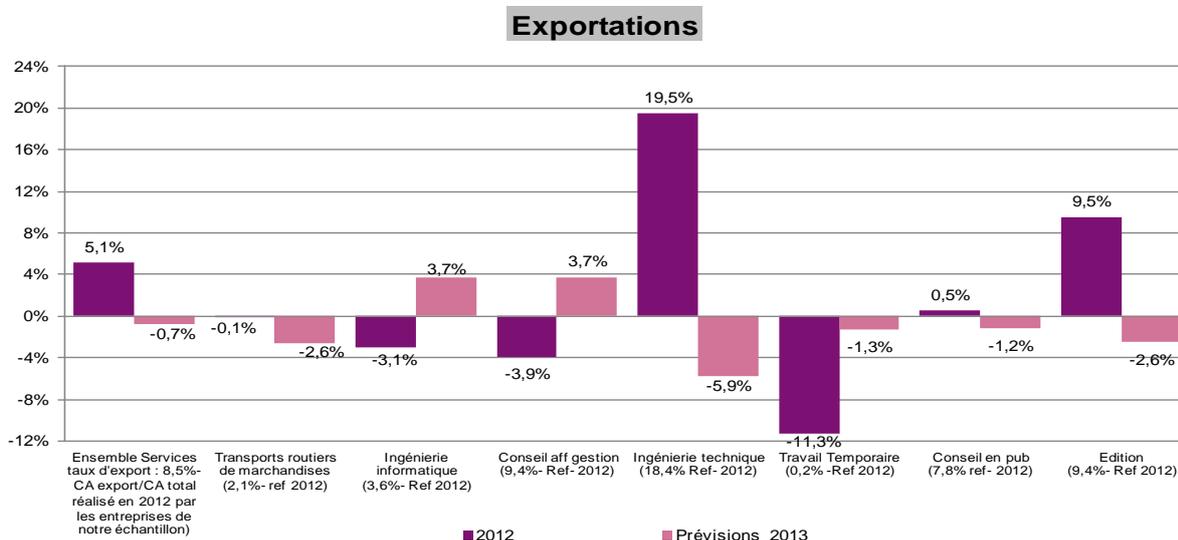
L'activité s'est bien comportée dans le secteur des transports routiers de marchandises (+4,9%) et dans l'ingénierie technique (+3,5%) alors qu'elle s'est inscrite en retrait dans les secteurs de la publicité (-2,6%) et du travail temporaire (-2,6%).

Les entreprises de petite taille ont vu par ailleurs leur activité

davantage se conforter (notamment les secteurs des transports routiers de marchandises et de l'ingénierie informatique).

Pour 2013, les chefs d'entreprises interrogés anticipent une légère croissance de leurs volumes d'affaires (+1,4%). La quasi-totalité des secteurs serait bien orientée. A noter que la plus forte augmentation serait observée dans les entreprises du secteur de l'ingénierie technique (+10,8%).

Les exportations



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

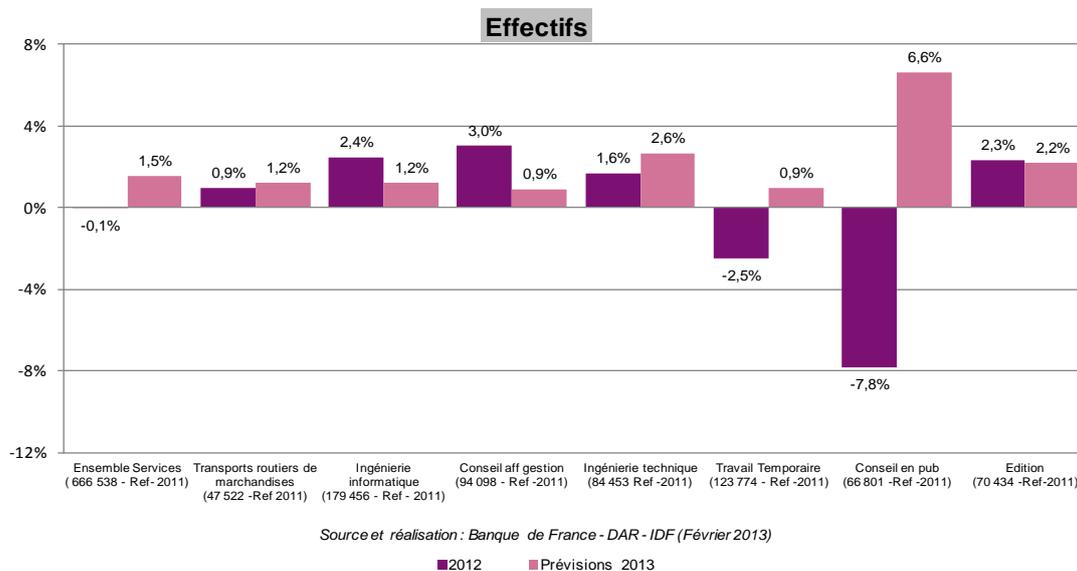
Après la progression observée en 2011 (+1,8%), les chiffres d'affaires réalisés à l'international ont continué leur progression en 2012 (+5,1%).

Les secteurs de l'ingénierie technique et de l'édition se sont distingués par leur dynamisme à l'export (respectivement +19,5% et +9,5%) alors que le secteur du travail temporaire affichait un sensible

recul (-11,3%).

Pour 2013, les prévisions s'annoncent légèrement négatives (-0,7%). L'ensemble des secteurs s'inscrirait dans une tendance baissière à l'exception toutefois de deux secteurs, le conseil aux entreprises (+3,7%) et l'ingénierie informatique (+3,7%) qui retrouveraient un niveau de croissance jugé correct.

L'emploi



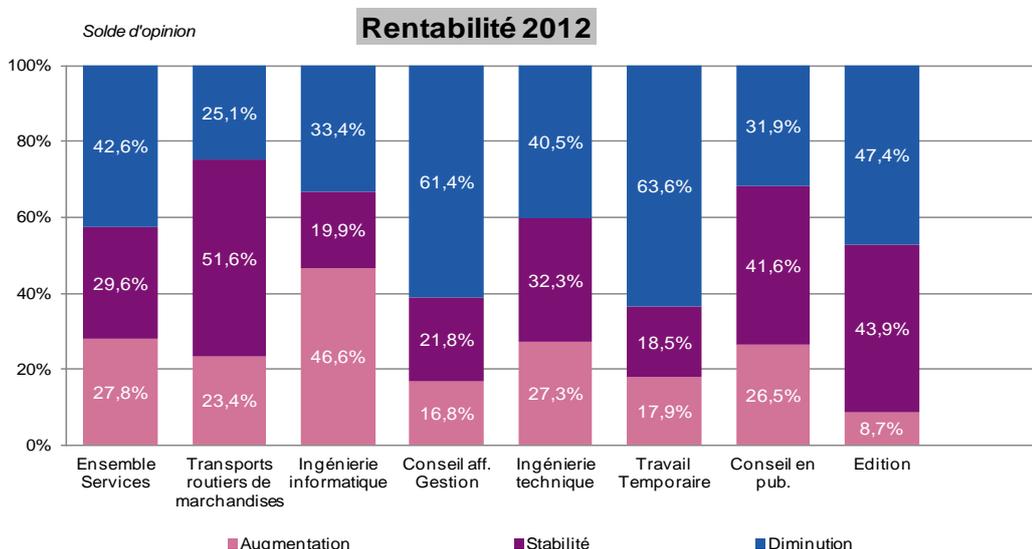
En 2012, les effectifs ont peu varié (-0,1%), avec cependant des divergences sectorielles significatives : progression pour le conseil en affaires et gestion (+3%), l'ingénierie informatique (+2,4%) et l'édition (+2,3%), érosion dans le conseil en publicité (-7,8%) et dans les entreprises de travail temporaire (-2,5%).

Le recours à l'intérim s'est réduit pour la plupart des entreprises (-5,7%) sauf pour l'ingénierie technique où il a progressé (+13,6%).

Pour 2013, La majorité des chefs d'entreprises prévoient d'embaucher (+1,5%). Les recrutements seraient plus nombreux dans le conseil en publicité (+6,6%), l'ingénierie technique (+2,6%) et dans l'édition (+2,2%).

Le recours aux intérimaires devrait être par ailleurs un peu plus fréquent (+0,2%) à l'exception des secteurs des transports routiers de marchandises (-15,1%) et du conseil en affaires et gestion (-18,2%).

La rentabilité

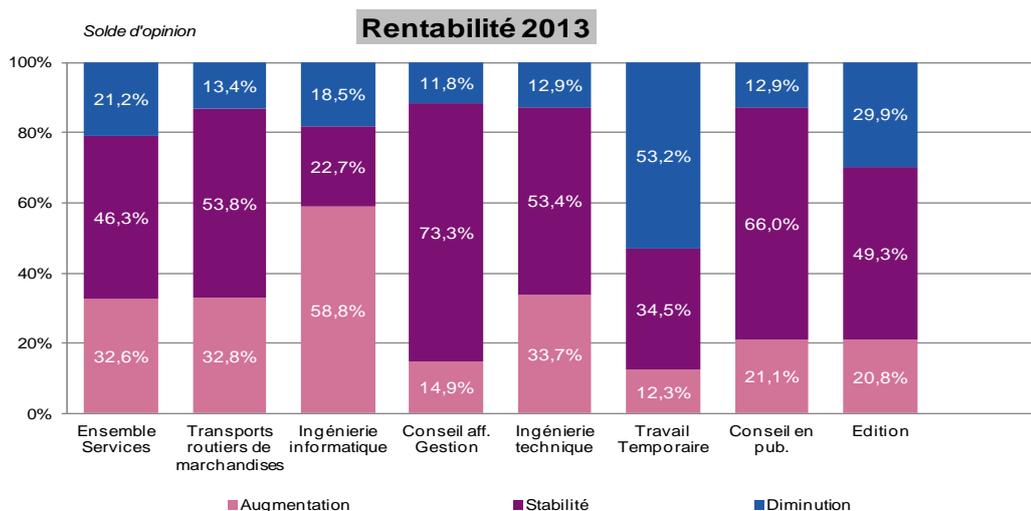


Globalement, **en 2012**, la rentabilité se dégrade pour 42,6% des entreprises interrogées (contre 26,6% en 2011), s'améliore pour 27,8% seulement d'entre elles (contre 31,2% en 2011) et reste stable pour 29,6% des autres (contre 42,2% en 2011).

Les secteurs les plus marqués par l'érosion des marges sont le travail

temporaire et le conseil en affaires et gestion. Les entreprises de transports routiers de marchandises ont réussi, quant à elles, à reconduire voire améliorer leur rentabilité.

La rentabilité

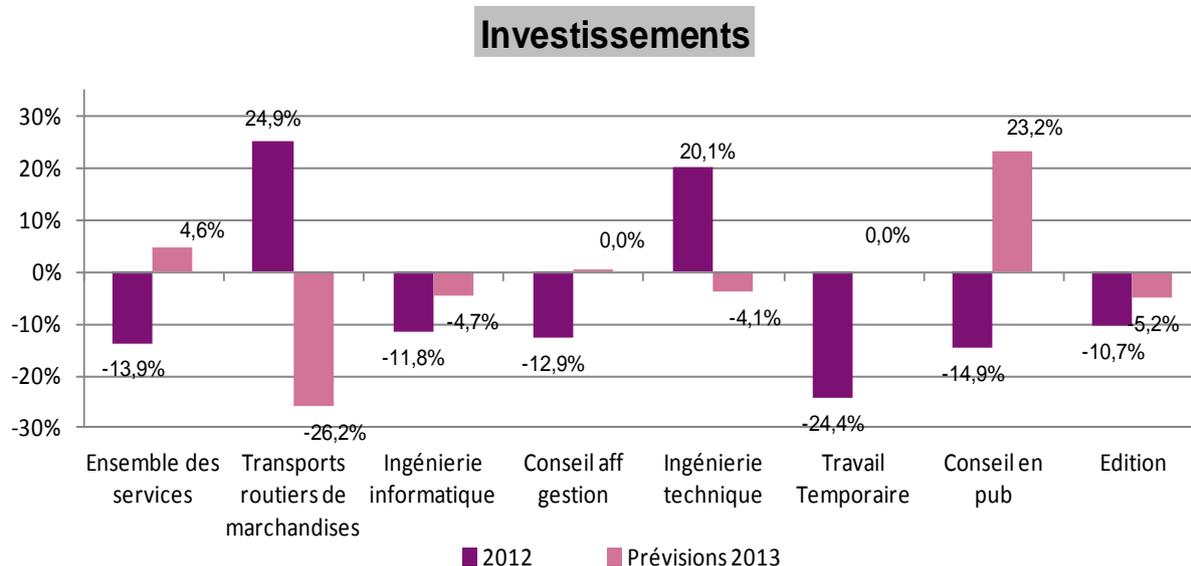


Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

Pour l'année 2013, 80 % des entreprises interrogées (indépendamment de la taille des entreprises) tablent sur une progression ou une stabilisation des résultats.

La rentabilité d'exploitation devrait sensiblement progresser dans le secteur de l'ingénierie informatique. A l'opposé, les perspectives paraissent moins favorables pour le travail temporaire.

Les investissements



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2013)

En 2012, les investissements s'inscrivent en baisse (-13,9%), avec des disparités importantes selon les tailles d'entreprises (les plus petites étant les plus dynamiques): forte progression dans les transports routiers de marchandises (+24,9%) et l'ingénierie technique (+20,1%), recul significatif dans le travail temporaire (- 24,4 %), la publicité (-14,9%).

Les prévisions sont meilleures pour 2013 (+4,6%), particulièrement pour la publicité.

Cette enquête a été conduite par les implantations de la Banque de France auprès des entreprises de l'industrie et des secteurs les plus représentatifs des services marchands aux entreprises qui ont leur siège social en Île-de-France afin d'évaluer les premiers résultats de l'année 2012 en matière d'activité, d'exportations, d'emploi, de rentabilité et d'investissements, et de dégager des prévisions pour l'année 2013.

Il s'agit de données et variations concernant les entreprises franciliennes. Collectées entre le 10 décembre 2012 et le 31 janvier 2013, donc sans attendre l'arrêté des comptes annuels, ces informations comportent une part d'évaluation et doivent de ce fait être interprétées avec prudence, notamment en ce qui concerne la rentabilité et l'investissement.

Dans l'**INDUSTRIE**, sont considérées comme entreprises de :

- petite taille, celles comptant moins de 100 salariés,
- taille moyenne, celles comptant de 100 à 500 salariés,
- grande taille, celles comptant plus de 500 salariés.

Les 840 entreprises industrielles ayant participé à l'enquête représentent 154 000 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de plus de 67 milliards d'euros soit un taux de couverture élevé et en progression par rapport aux années précédentes.

Dans les **SERVICES MARCHANDS AUX ENTREPRISES**, sont considérées comme unités de :

- petite taille, celles comptant moins de 50 salariés,
- taille moyenne, celles comptant de 50 à 200 salariés,
- grande taille, celles comptant plus de 200 salariés.

Sept secteurs ont été étudiés : les Transports routiers de marchandises, l'Ingénierie informatique, le Conseil pour les affaires et la gestion, l'Ingénierie technique, le Conseil en publicité, le Travail Temporaire et l'Édition. Les 1100 entreprises des services marchands aux entreprises dont les réponses ont été traitées représentent près de 130 000 salariés pour un chiffre d'affaires de près de 26 milliards d'euros soit un taux de couverture élevé et en progression par rapport aux années précédentes.

La Direction Régionale - Île-de-France de la Banque de France remercie vivement les chefs d'entreprise qui ont bien voulu participer à cette enquête.

TERMINOLOGIE

Ind Alim	: Industries Alimentaires
Mat Transp	: Matériel de transport
Equip elect	: Équipement électrique et électronique
Autres prod ind	: Autres produits industriels
	<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
	<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
	<i>3. Industrie chimique</i>
	<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
	<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
	<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
	<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN ÎLE DE FRANCE, TENDANCES REGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Économie et Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

0975-emc-ut@banque-france.fr